



# Conférence internationale pour la relance économique et le développement du Mali

Bâtir un Mali émergent

## Mali : vers une stratégie nationale de développement multisectorielle, participative et territorialisée

Document de séance n° 8

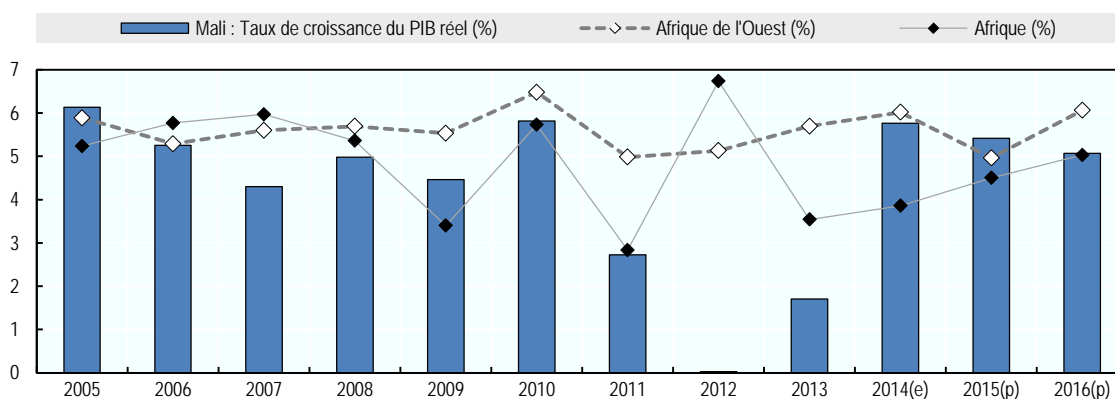


Tout en poursuivant les efforts de sortie de crise à travers **des actions fortes sur la période intérimaire 2015-2017**, les autorités maliennes ont l'occasion dans le même élan de prendre l'initiative d'élaborer avec l'ensemble des acteurs de la société malienne une **stratégie économique nationale de moyen à long terme**. Elle identifierait --en capitalisant sur les documents déjà existants à l'échelle nationale mais aussi en mobilisant l'expérience d'autres pays-- les politiques et réformes nécessaires pour :

- accélérer la transformation structurelle ;
- promouvoir un développement territorial plus équilibré ;
- améliorer les compétences des jeunes ;
- mieux mobiliser les ressources domestiques et renforcer les capacités de gouvernance de l'État.

1. **La trajectoire de croissance du Mali à moyen terme et les dynamiques de la sous-région sont des signes qu'une reprise économique est possible.** Le processus de réconciliation et de consolidation de la paix pose les bases d'un projet positif d'accélération du développement et de la transformation structurelle de l'économie malienne à moyen et long terme.

**Croissance du PIB – 2005-2016, avec comparateurs Afrique et Afrique de l'Ouest**



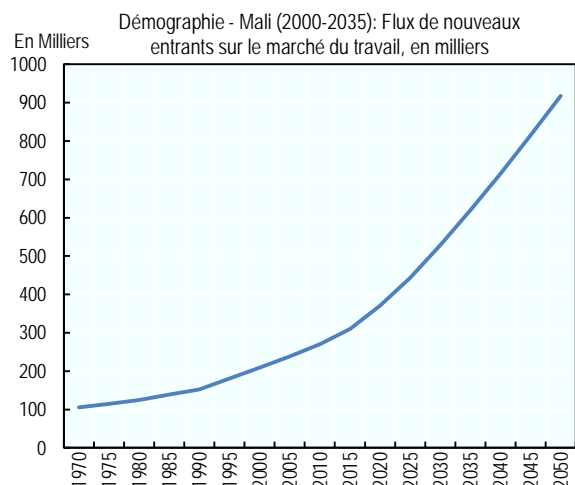
Source : BAfD/OCDE/PNUD (2015). Estimations (e) ; prévisions (p).

2. **Pour mettre la croissance au service d'un développement durable et générateur de bien-être, et ainsi étayer le processus de paix, le Mali dispose d'une diversité de plans d'actions mais la coordination efficace l'action publique reste un défi face aux nombreuses contraintes transversales à son développement, par exemple :**

- Le rythme des entrées sur le marché du travail va s'accélérer dans un contexte de transition démographique lente : le Mali est donc au défi de créer rapidement un grand nombre d'emplois tandis que le bénéfice de l'élévation des taux d'activité (le « dividende démographique ») ne pourra être touché que dans plusieurs décennies. Les autorités vont donc devoir mener une politique de dynamisation de la demande de travail afin d'employer la main d'œuvre déjà disponible, tout en maintenant les efforts en faveur de l'amélioration de la qualité de l'offre, et donc de l'éducation et de

la formation professionnelle. En dépit de l'élaboration d'une politique nationale pour l'emploi dès 1998, et de plusieurs initiatives au cours de la décennie 2000, les résultats sont en deçà des attentes, notamment concernant l'emploi des jeunes.

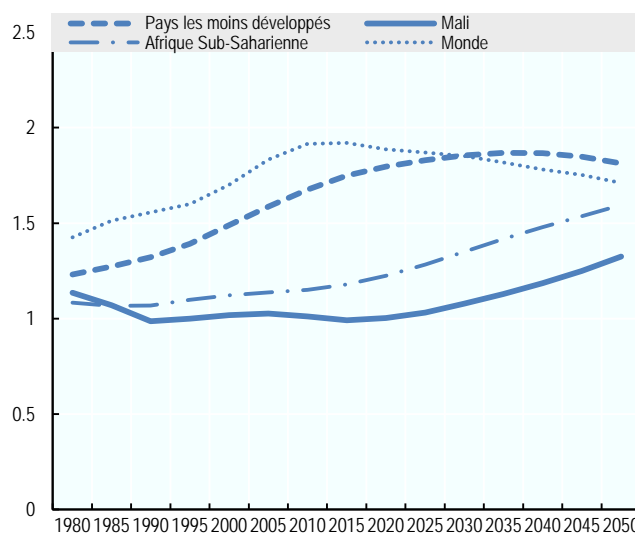
**Demande d'emploi à l'horizon 2050 : les nouveaux entrants sur le marché du travail (15-24 ans) seront deux fois plus nombreux en 2035, trois fois plus en 2050.**



Note : Scénario de fertilité médiane.

Source : Calculs des auteurs à partir des données UNDESA (2012), <http://esa.un.org/wpp/> consulté le 5 mars 2015.

**Taux d'activité 1980-2050 (ratio actifs/ inactifs), avec comparateurs : une amélioration lente**



- Le développement et l'amélioration des infrastructures dans les régions sont freinés par le manque de financement et la faible capacité de mise en œuvre des projets. Les recettes publiques hors dons sont structurellement faibles, oscillant entre 14 et 18 % du produit intérieur brut (PIB) sur la période 2002-2012.
- La diaspora n'a pas l'opportunité de mobiliser entièrement ses ressources pour le développement du Mali. En s'inspirant de stratégies actives mises en place dans d'autres pays, le potentiel que représentent les transferts de la diaspora en termes de mobilisation des ressources (8.1 % du PIB en 2013 ; contre 3.2 % en 2004) pourrait être mieux canalisé vers les secteurs productifs dans les régions.

### 3. Un tel exercice stratégique nécessite davantage qu'une liste de réformes sectorielles.

Une approche multisectorielle permet de lever les contraintes transversales afin d'augmenter la capacité productive et la productivité, attirer davantage d'investisseurs et rendre la croissance plus inclusive. Il s'agit de forger une vision commune pour le pays. Des politiques publiques innovantes au service de cette vision prendront en compte la réalité de l'économie malienne –dont l'informalité et le défi démographique–, valoriseront les contributions des différents territoires, dont le septentrion, et tireront les leçons de la crise de 2012. Il appartient aux représentants de la société malienne de définir les priorités d'une telle stratégie.

### 4. Une telle stratégie nationale de développement économique intégrerait pleinement la stratégie spécifique de développement pour le Nord du pays, dont l'accord de paix prévoit l'élaboration à la lumière du diagnostic de la MIEC. Toutefois sa préparation

nécessitera de dépasser l'horizon du court terme. Les grandes orientations stratégiques présentées par le gouvernement malien lors de la Conférence de Paris du 22 octobre et les documents stratégiques sectoriels existants offrent une base pour élaborer une nouvelle stratégie nationale de développement à moyen et long terme du Mali dans le cadre d'un processus participatif.

5. **Ce projet s'inscrit dans le contexte sous régional.** Le Mali « n'émergera » pas seul : l'avenir de son économie dépend en partie de la stabilité et la bonne performance économique de ses voisins, et du renforcement de l'intégration régionale. Par exemple, une insertion ciblée dans les chaînes de valeurs régionales et mondiales, en augmentant progressivement la complexité des produits exportés, peut permettre au Mali, à terme, de réduire le risque de volatilité et de pérenniser la croissance.
6. **Plusieurs pays se sont récemment engagés dans un tel processus de définition d'une stratégie nationale sur la base d'une analyse des contraintes transversales à leur développement.** Parmi eux des pays connaissant une transition politique majeure, comme Myanmar, ou de la sous-région d'Afrique de l'Ouest, comme la Côte d'Ivoire. Leurs approches, étayées par une analyse comparative des expériences de pays aux trajectoires et aux structures similaires, leur ont permis de définir leurs propres priorités stratégiques dans un cadre participatif, et en coordination avec les différents partenaires techniques et financiers présents sur le terrain. Le gouvernement malien pourrait considérer de telles approches pour définir sa stratégie économique à moyen et long terme.